

arbeit

ARBEIT

pomodoro

arbeit, ver. 1.01, © pomodoro.

Creative Commons BY-NC-SA - pomodoro.noblogs.org

D'abord, une lettre ouverte, écrite dans le vrai monde, qui parle de vrais gens, et puis une courte nouvelle qui fait semblant d'être de la science-fiction.

Lettre ouverte à mon assistante sociale

Chère Madame Machin,

Je voulais vous écrire parce que vous avez été mon Assistante Sociale, mais sachez qu'avant tout, j'écris à l'être humain et pas à l'agente territoriale en mission. Je vais essayer de ne pas verser dans la condescendance ou le paternalisme, cependant je voulais tenter de vous expliquer mon point de vue sur l'institution dont vous êtes la représentante (seulement la dernière en date, en réalité) dans ma vie. Une dernière chose avant de commencer, si j'utilise beaucoup de guillemets, c'est que, sans ça, vos mots ont dans ma bouche un goût excécrable.

Le sujet est vaste, commençons par le sens des mots. "Assistante Sociale RSA". C'est par ces mots que vous vous êtes définie dans le dernier message téléphonique que vous m'avez laissé. Je n'aurais pas voulu commencer par un cours de sémantique, mais bon... De mon point de vue, il y a ces gens, coincés sous les gros sabots de la "Société", comme on dit, et votre métier, qui consiste à les aider à ne pas se faire écrabouiller inlassablement, à faciliter la relation "personne en galère" versus "reste du monde". Il se trouve que vous n'êtes pas juste une "Assistante Sociale", vous êtes "spécialisée" en RSA. Il y a 11 ans, vous n'auriez pas été "Assistante Sociale RMI", vous auriez juste été "Assistante Sociale", le RMI faisant seulement partie de votre panoplie d'outils, vous l'auriez proposé à vos - tiens, comment s'appellent, dans votre langue, les gens de l'autre côté de votre bureau ? "Patients" ? "Clients" ? "Assistés" ? "Bénéficiaires" ? Passons... Aujourd'hui, votre travail consiste à réduire le nombre d'allocataires du RSA par tous les moyens. Autre note sémantique au passage, on ne fait pas d'épargne, de profit, ou de bénéfices sur le RSA, le mot "bénéficiaire" pour nous

désigner me semble de fait peu approprié.

Ce glissement du RMI au RSA, n'a pas eu lieu en une nuit le 31 décembre 2007, il est encore en court... S'il a pu se passer "en douceur" pour vous, de notre côté du bureau, on ne peut le voir que comme un broyeur dont le filtre est sans cesse amélioré. Les différences de traitement suivant le département ou l'AS/commis d'office ne faisant qu'en rajouter à l'arbitraire de la sanction et à la justification permanente auxquels on est soumis dans ce pays lorsqu'on est pauvre.

Une certaine classe de la population "bénéficie" aussi d'assistants. Ils en ont besoin pour aller chercher leurs gosses à l'école, leurs costumes au pressing, leurs courses à Monoprix, faire à bouffer, le ménage, répondre au courrier, voire pour des tâches fichtrement plus fictives que ça... Certains de ces assistants sont même payés avec de l'argent public, c'est dire. Personne ne s'est abaissé à traiter François Fillon d'"assisté", ou même de "bénéficiaire", avec ses 7000 € d'argent public à dépenser mensuellement, à sa discrétion. Moi et mes 500 balles, par contre...

Ce que je veux dire par là, c'est que votre travail ne consiste plus à assister les gens de l'autre côté de votre bureau, il consiste à assister ce monstre appelé "Insertion Sociale", à l'aider à gérer (pas "aider") les gens de l'autre côté de votre bureau.

On a vu fleurir, depuis 2012, des convocations pour mauvais allocataires devant ces "équipes", "conseils" ou "commissions", toujours "pluridisciplinaires" ¹, jamais composées de la même façon (suivant le département, notamment), mais fonctionnant toujours sur le même mode : une tripotée de guignoles moralisateurs derrière un grand bureau, dont le discours tourne autour des priorités qu'a ou devrait avoir la personne assise en face d'eux. Il paraît que parfois une personne allocataire du RSA siège auprès d'eux ², mais rien d'obligatoire dans les faits. Bref, un savant mélange de "Bureau du dirlo", et de "convocation au Tribunal de Police", le tout agrémenté de demande de justification des choix de vie de la personne convoquée, du magasin où elle fait ses courses à son lieu de vie (où et avec qui elle vit, etc.) et de menaces de "riposte graduée" et de suspension plus ou moins définitive de ses allocations ³.

Vous êtes l'assistante de ce conseil de discipline. Pardon, "Conseil Pluridisciplinaire". Un conseil représentatif de tout et de rien, un conseil "consultatif", mais qui décide, un Tribunal où on ne peut se défendre puisque ce n'est pas un procès, une Autorité qui se torche avec le contrat "d'engagement réciproque" que vous m'aviez fait signer. La signature d'un contrat était pourtant le principal motif de cette convocation.

Vous êtes l'assistante de ce sous-directeur du "développement social et de l'insertion". Il vous envoie faire le sale boulot. Il attend de vous que vous "administriez" la vie des gens que vous étiez sensée "assister", comme on enverrait un administrateur judiciaire gérer une entreprise en dépôt de bilan.

Vous êtes aussi l'assistante de cet "élu de la république", qui vient m'accuser d'avoir "une éthique discutable" et de "presque détourner des fonds publics" parce que je suis bénévole dans une association et que je touche le RSA. Je parle bien de cet élu, fer de lance de la campagne de soutien à la candidature de François Fillon dans son département.

Vous êtes enfin l'assistante de cette Amirale de l'Aide Sociale du département, bref, votre cheffe, et qui n'a fait que m'accuser de mensonges quand je lui racontais mon expérience de ses services. J'exagère probablement, mais si j'étais un tantinet plus mesquin j'ajouterais "un peu comme un Heinrich Schwarz traitant un Primo Levi de sale petit menteur". Zut, j'ai dépassé le point Godwin...

Je ne suis pas naïf, je sais bien le cynisme de cette société. Il n'empêche que, depuis l'intervention de cette (grosse) commission, et malgré votre "assistance", je suis passé du statut de "bénéficiaire du RSA, habitant en colocation dans votre département, avec un projet associatif à moyen-long terme" à celui de "Sans domicile fixe, domicilié administrativement dans un mairie à l'autre bout du pays, en phase de perdre le RSA, sans autre projet ou activité que de trouver un logement abordable avant l'hiver". Dans ce nouveau département, on l'aime bien aussi, le recours à la "commission pluridisciplinaire" : on y est automatiquement convoqué après deux semaines sans "contrat d'engagement réciproque". On y entend, comme partout, des gens (bien) payés pour donner leurs avis éclairés sur les choix de vie de gens dormant dans leur bagnole en hiver, qui ont, quelle audace, décidé que pointer à Pôle-Emploi n'entraînait pas vraiment dans leurs priorités.

Voilà. Tout ce que je peux vous souhaiter, si vous avez atterri dans ce métier par volonté d'aider les gens à ne pas se faire écrabouiller, c'est d'en changer, sinon vous finirez de l'autre côté d'un bureau, écrabouillée vous aussi. Je vous conseillerais aussi de vous informer, surtout auprès de celles et ceux qui s'assoient de l'autre côté du bureau.

Au bonheur de ne jamais vous revoir.

¹<http://www.onvautmieux.fr/2016/06/11/une-commission-rsa-cest-quoi>

²<https://www.actuchomage.org/2015031526592/Mobilisations-luttes-et-solidarites/voila-pourquoi-je-refuse-de-prendre-une-decision-de-suspensionradiation-de-rsa.html>

³<http://ccpl59.over-blog.com/cst-les-commissions-disciplinaires-du-rsa-les-conna%C3%AAtre-pour-les-combattre>

Dans une mer de noir

L'ambiance est morne. Glauque. Sordide, voire morbide. Je ne vois pas d'autres mots. On dirait la salle d'attente d'un cabinet d'oncologie normand, dans les mois qui ont suivi « l'accident » sur le chantier de la centrale... On est tous là, assis, les un à côté des autres, face à ce fichu écran, attendant d'y voir apparaître son numéro d'allocataire, sous le regard robotisé et pas franchement sécurisant des molosses de la Sécurité. Ah, c'est mon tour, guichet 4.

Je me dirige vers le vigile, qui me palpe pour la seconde fois. À Strasbourg, le mois dernier, un type a bu un litre d'essence avant d'entrer dans l'agence PGI, puis il a allumé une cigarette dans la salle d'attente. Ça a dû les mettre un peu mal à l'aise : j'ai déjà vidé mes poches à l'entrée, et c'était le même type qui s'était occupé de me fouiller. Je ne peux pas en être sûr, avec la cagoule, mais je pense que c'est aussi celui qui m'a viré, il y a quelques semaines. Les guichets entourent la salle d'attente de sorte que l'on est jamais seuls avec les « conseillers ». Si le ton monte un peu, la Sécurité prend les devants et expulse l'allocataire turbulent avec toute la délicatesse de leur profession. J'en ai encore mal aux côtes. Le vigile a pris son temps, secouant mes vêtements sans ménagement, puis il me bouscule en direction du guichet où je suis attendu, accompagné d'un « Dépêche, y en a qui bossent ! ».

— Surtout, prenez votre temps, Numéro 728EH9012, après tout, vous êtes, comme qui dirait, en vacances, non ?

Derrière la vitre pare-balles, je regarde le visage fatigué de la conseillère. Je me demande bien ce qu'elle peut me conseiller, elle qui n'a eu ce travail que par un concours de circonstances hasardeux. Elle ne mange à sa faim que parce que je survis des miettes. Elle n'a un nom, écrit sur un panneau collé sous l'hygiaphone, que parce que je ne suis plus que mon numéro d'allocataire (il faut bien gagner du temps...). Le compte à rebours a déjà démarré, cinq minutes par rendez-vous, et pas

une de plus.

— Vous ne dites pas « Bonjour » ? Je réponds, acide, en posant ma carte dans le tiroir.

— Vous non plus, me semble-t'il. Asseyez vous, nous avons quelques détails à régler avant de recharger votre CARD.

Cette foutue CARD. Carte d'Allocations, Rétributions, et Devoirs. Toutes les semaines, il me faut venir la « recharger » si je veux bouffer. C'est comme une carte de crédit, mais elle permet d'acheter uniquement dans les dépôts gérés par les Restos du Cœurs, Secours Catholiques, Populaires, et consorts. Avoir « droit » à la CARD, c'est ne plus avoir droit à un compte bancaire. Depuis que l'accès aux quartiers commerçants et autres supermarchés est limité aux propriétaires de véritables cartes de crédits, trouver de la nourriture ou des vêtements en ville pour un allocataire est impossible en dehors des dépôts. Autant dire que les « conseillers » du Pôle de Gestion de l'Inactivité savent se servir de ce moyen de pression sur les allocataires récalcitrants.

— Depuis votre incartade de cet automne, on vous a placé sur la liste R.

Merde. Ma vie va sérieusement se compliquer.

— Parce que j'ai refusé de faire le ménage gratuitement à la Mairie, je suis dans la merde ?

— Dans le contexte économique qui est le notre, il ne sert à rien de se focaliser sur le salariat. Au vu de votre manque d'implication dans la recherche d'activité, le PGI a décidé de rétrograder vos droits au logement. Vous devez quitter votre logement individuel pour rejoindre le Foyer Collectif de Bellevue.

— Quoi ?!

Mon « logement individuel » consiste en une chambre de huit mètres carrés, avec un vrai lit et une plaque électrique. Je m'accroche depuis plus d'une décennie à ce reliquat de l'époque où on considérerait encore un peu l'intimité comme un droit. Aujourd'hui, dans certains Foyer Collectifs, entasser quinze personnes dans un dortoir prévu pour dix semble être la règle. Suivant mon exclamation, un raclement de gorge se fait entendre dans mon dos. Je jette un œil par dessus mon épaule et croise le regard du vigile. S'il me met dehors maintenant, en plus de ne pas dormir dans mon lit, je ne boufferais pas de la semaine... Je prends une grande inspiration et tente un sourire avenant.

— Bien, d'accord, pouvez-vous recharger ma CARD, s'il vous plaît, Madame Launay ?

— Il nous reste quelques détails à discuter.

Autant de mauvaises nouvelles pour moi...

— Notre département a été désigné comme pilote pour tester une nouvelle forme de rééducation à l'activité. Les bénéficiaires de ce dispositif ont été sélectionnés dans la liste R, et vous en faites partie.

— Merci. Je peux refuser ?

— Oui, mais vous serez sujet à relocalisation pour non respect de votre Pacte Pour un Retour à l'Activité .

Être « relocalisé », c'est passer devant un tribunal administratif qui décide de vous envoyer dans une usine-dortoir, pour une période de 6 mois renouvelable, pour effectuer gratuitement un travail dont personne ne veut, même contre un salaire. Avant, on appelait ça un « bagné », ou un « camps de travail ».

— Vous ne disposerez plus de la CARD. Elle est remplacée par un ISB. Inactivity Status Broadcaster. Il émet un signal annonçant que vous êtes disponible dans un rayon de 300 mètres, permettant aux collectivités ou entreprises disposant d'un récepteur de vous réquisitionner pour une période ne pouvant excéder huit heures.

— Ce bidule me transforme donc en esclave corvéable à toute heure du jour et de la nuit ?

— L'appareil s'arrête d'émettre entre minuit et 6 heures du matin, quand au terme « esclave », il me paraît un peu fort... Il ne s'agit après tout simplement que d'aider la société qui vous nourrit sans rien demander en retour depuis des années...

— J'aurais des choses à dire sur l'expression « sans rien demander en retour », mais j'ai l'impression que vous n'en avez rien à foutre. Comment je bouffe si j'ai pas de CARD ?

— L'ISB vous donne accès aux mêmes droits que la CARD. Vous pouvez même refuser une offre par semaine.

— Génial. Quelle générosité.

Elle met le boîtier dans le tiroir et le repousse de mon côté. Le compte à rebours entame la dernière minute. Soit j'accepte, je sors d'ici avec ce machin autour du cou et mon corps ne m'appartiendra plus. Soit je refuse, et Gigi le vigile, ici présent, se fera une joie de me retenir de force en attendant le fourgon cellulaire. En fait, quel que soit mon choix, mon corps ne m'appartiendra plus.

Je prends le truc électronique, l'enfourne dans ma poche, me lève et pars sans rien dire. Je ne peux réprimer un regard noir vers le planton.

J'espère être réquisitionné par une station service.